

*Paris, le 20 mai 2022*

## **NOMINATION DE SYLVIE RETAILLEAU – Communiqué du SNESUP-FSU**

Sylvie Retailleau, l'actuelle présidente de l'établissement public expérimental université Paris-Saclay, vient d'être nommée à la tête du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle y remplace Frédérique Vidal. Nommer à la tête du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, la présidente de l'archétype de l'établissement expérimental qu'est Paris-Saclay résonne presque comme une provocation et questionne sur l'avenir envisagé pour l'enseignement supérieur et la recherche en France.

La nomination de Sylvie Retailleau est tout sauf la rupture politique attendue en matière d'emploi scientifique et de démocratisation de l'ESR. Particulièrement active lors de la rédaction de la loi de programmation de la recherche, notamment rapportrice du rapport consacré aux propositions sur le financement de la recherche avec Cédric Villani et Antoine Petit, PDG du CNRS, la présidente de Paris-Saclay connaît déjà les couloirs du ministère. Les propositions consignées dans ce rapport défendant un investissement rentable pour les seules universités intensives laissent transparaître la conception de la recherche qu'elle peut promouvoir.

Concurrence, excellence, rentabilité, enseignement à plusieurs vitesses, pilotage par projets : ce n'est pas la vision que porte le SNESUP-FSU pour l'avenir de l'ESR. Toutes et tous les titulaires du baccalauréat qui le souhaitent doivent pouvoir poursuivre leurs études dans le supérieur dans la formation de leur choix, et ce, quels que soient leurs ressources financières et leur lieu de vie. La hausse des frais d'inscription, suggérée par Emmanuel Macron, doit être définitivement abandonnée. 100 000 places manquent au minimum pour permettre d'atteindre cet objectif et poursuivre sur la voie de l'élévation du niveau de formation pour toutes et tous, soit l'équivalent de 5 universités de taille moyenne. 60 000 personnels font également défaut pour assurer des conditions d'études correctes et répondre aux aspirations de la jeunesse autrement que par la seule multiplication de places en apprentissage et de formations courtes dites « professionnalisantes » annoncées par Emmanuel Macron. Sur le plan de la recherche publique, le SNESUP-FSU exige également un engagement budgétaire récurrent de l'État dans tous les secteurs disciplinaires à la hauteur des enjeux économiques, sociaux et écologiques.

Le contexte de crise impose une politique de rupture et des mesures immédiates en faveur de la jeunesse, de l'emploi et de la revalorisation des salaires, des pensions et des minima sociaux. Loin d'être un coût, l'enseignement supérieur et la recherche représentent plus que jamais un investissement pour l'avenir. Ils doivent pouvoir s'appuyer sur un ministère à même de peser dans les arbitrages budgétaires.

Après 5 années de quasi absence de dialogue avec sa prédécesseure, le SNESUP-FSU est prêt à discuter dès maintenant de tous ces points avec la nouvelle ministre. ■

**SUIVEZ-NOUS !**



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)